



## Première Conférence des ministres chargés de la réduction des risques de catastrophe du Pacifique

Du 14 au 16 septembre 2022

Nadi (Fidji)

Conférence hybride : en présentiel et à distance

### SÉANCE 7

PRÉSENTATION DU SUJET	
<b>Titre</b>	<b>Préparation et réponse aux catastrophes</b>
<b>Coordination</b>	Litea Biukoto et Rhonda Robinson, CPS Courriel : <a href="mailto:rhondar@spc.int">rhondar@spc.int</a> Courriel : <a href="mailto:liteab@spc.int">liteab@spc.int</a> Raijeli Bakewa, Gouvernement des Fidji Courriel : <a href="mailto:rbakewa@gmail.com">rbakewa@gmail.com</a>
<b>Animation des débats</b>	À déterminer
<b>Organismes d'appui</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• CPS</li><li>• Gouvernement des Fidji</li></ul>
<b>Cadre</b>	<p>Les catastrophes continuent d'avoir des répercussions importantes sur le développement des pays insulaires océaniques. Ces dernières années, plusieurs pays ont subi les conséquences de cyclones. Ainsi, en 2015, le cyclone Pam a provoqué d'importants dégâts à Vanuatu, chiffrés à 63 % du PIB du pays, qui ont causé le déplacement de près de 65 000 personnes et affecté les moyens d'existence de plus de 80 % de la population rurale de Vanuatu. Aux Îles Marshall, la sécheresse de 2015 et 2016 a perturbé significativement la production nationale, entraînant une baisse de 3,4 % du PIB du pays. En 2016, le cyclone Winston a frappé les Fidji, et causé des pertes et des dégradations équivalant à 31 % du PIB. En 2018, le cyclone Gita a provoqué des pertes économiques équivalant à 37,8 % du PIB des Tonga. Enfin, en janvier 2022, les Tonga ont été dévastées par l'éruption du volcan Hunga Tonga et le tsunami qu'elle a provoqué, entraînant des pertes économiques d'environ 90,4 millions de dollars des États-Unis d'Amérique.</p> <p>Les pertes et les dégâts causés par ce type d'événement ont des effets considérables sur les économies insulaires fragiles, et nécessitent la prise de toute une gamme de mesures sur l'ensemble du continuum de la gestion des risques de catastrophe. Une préparation et une réponse ciblées aux catastrophes constituent un élément clé de l'ensemble des interventions de gestion des risques de catastrophe. Si elles sont bien planifiées et mises en œuvre, elles peuvent réduire significativement l'impact potentiel des aléas.</p> <p>Compte tenu de l'éparpillement géographique des communautés sur de vastes territoires, les pouvoirs publics nationaux ont du mal à mettre en place des systèmes pertinents et efficaces d'alerte précoce, qui permettraient d'informer les populations des menaces imminentes et des mesures nécessaires. Ils ont également du mal à assurer une coordination efficace de la réponse. Par ailleurs,</p>

	<p>fournir des possibilités pertinentes et ciblées de financement du risque de catastrophe, à l'appui de la réponse humanitaire et du relèvement précoce, constitue une difficulté supplémentaire pour les autorités. Tous ces facteurs doivent être sous-tendus par une compréhension fine du risque.</p> <p>Par conséquent, l'aide humanitaire d'urgence nécessaire immédiatement après un aléa ne parvient pas à atteindre les communautés visées suffisamment rapidement, ce qui fait peser une charge supplémentaire sur des populations déjà affectées.</p> <p>Plusieurs initiatives nationales et régionales de préparation et de réponse aux catastrophes ont déjà été lancées et profiteraient de l'appui et des conseils des ministres chargés de la gestion des risques de catastrophe dans les pays insulaires océaniques.</p>
<p><b>Description</b></p>	<p>L'objectif des débats menés sur ce thème est que les ministres soient bien au fait des grandes priorités nationales et régionales dans le domaine du renforcement de la préparation et de la réponse aux catastrophes, et notamment des systèmes d'alerte précoce applicables à des aléas multiples, des systèmes de gestion des incidents et des modules connexes, du financement du risque de catastrophe, ou encore du mécanisme de réponse humanitaire et de réponse aux catastrophes prévu par la Déclaration de Boe, afin de renforcer l'efficacité de l'action humanitaire. La séance mettra en exergue toute l'importance d'une compréhension fine du risque pour la préparation et la réponse aux catastrophes.</p> <p>Les débats seront précédés d'une courte séquence de vidéos présentant les modèles des capacités de réponse à l'échelle des États en Australie et en Asie. Ces études de cas portent sur les différents aspects des systèmes d'alerte précoce pour les communautés, et montrent comment les autorités compétentes organisent et coordonnent la réponse à une situation d'urgence ou de catastrophe.</p> <p>À la suite de ces vidéos, M. Ofa Fa'anunu, Directeur du service météorologique des Tonga, sera invité à présenter un aperçu de l'expérience de la mise en place d'un système d'alerte précoce applicable à des aléas multiples aux Tonga. Il précisera, de manière simple, les exigences et les priorités de ce système ainsi que les obstacles et les possibilités que cela présente pour d'autres pays océaniques.</p> <p>Le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique présentera ensuite aux ministres un aperçu du soutien au financement du risque de catastrophe dans la région.</p> <p>À l'issue de ces exposés, l'animateur-riche des débats mettra en lumière les liens et les interdépendances entre toutes les initiatives nationales, en les illustrant par des exemples.</p> <p>Il·Elle demandera ensuite aux ministres et aux autres parties prenantes présentes de discuter des meilleurs moyens, selon eux, de soutenir la prise de mesures supplémentaires dans le cadre de la préparation et de la réponse aux catastrophes. Ils devront ainsi étudier notamment les grandes questions suivantes :</p>

	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Que faut-il faire pour renforcer le travail de préparation et de réponse aux catastrophes aux échelons national et régional, et en particulier pour approfondir les points mis en évidence dans les exposés ?</li> <li>2. Que peuvent faire les ministres pour améliorer les résultats dans ce domaine ?</li> <li>3. Quel soutien faut-il apporter aux ministres à cet égard ?</li> </ol> <p>L'animateur·rice des débats rassemblera les réponses des ministres et des autres parties prenantes et dégagera un consensus sur les façons de renforcer la préparation et la réponse aux catastrophes. Il·Elle pourra poser si nécessaire des questions de suivi pour encourager le dialogue.</p> <p>Les résultats de ce débat contribueront à définir les engagements susceptibles d'être pris par les ministres.</p>
<b>Effets escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amélioration de la compréhension qu'ont les ministres des initiatives en cours et prévues de renforcement de la préparation et de la réponse aux catastrophes.</li> <li>▪ Orientations claires concernant les mesures que les ministres peuvent prendre sur cette question.</li> </ul>
<b>Préparatifs des bureaux nationaux de gestion des catastrophes</b>	<p>Les directeurs des bureaux nationaux de gestion des catastrophes (avec le soutien des directeurs des services météorologiques nationaux) devront veiller à ce que les ministres disposent d'informations sur les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les objectifs, la portée et les priorités de leurs efforts nationaux de préparation et de réponse aux catastrophes, qui peuvent déjà figurer dans leur feuille de route stratégique nationale pour la gestion des situations d'urgence et dans la feuille de route régionale ;</li> <li>2. les possibilités de formation et de renforcement des capacités dans ce domaine, ainsi que les difficultés à cet égard ;</li> <li>3. le statut actuel des systèmes nationaux d'alerte et d'intervention rapide et les possibilités d'amélioration de ces systèmes ; et</li> <li>4. le statut actuel des systèmes nationaux de financement du risque de catastrophe, autrement dit des possibilités de financement à l'appui de la réponse immédiate à une catastrophe. Il peut s'agir, par exemple, de dispositifs de prise en charge du risque, tels que des fonds nationaux destinés aux catastrophes ou des dispositifs de transfert de risque, tels que des dispositifs d'assurance.</li> </ol>